



Réunion du groupe-pays Comores

Mercredi 25 septembre 2013, de 10h00 à 13h00

Dans les locaux de Cités Unies France

Compte-rendu

Introduction

Jean-Charles Nègre, président du groupe-pays ouvre cette première réunion –en France- du groupe-pays Comores, 30^e groupe-pays de Cités Unies France. Il souhaite la bienvenue à la délégation comorienne présente, en particulier aux trois maires :

- Mme Andhoimati Mikidadi, maire de Fomboni, Moheli
- Mme Hadjira Oumouri, maire de Itsahidi (Foumouni Bdjini), Ngazidja, et secrétaire de l'association des Maires de la Grande Comore
- Mme Sitty Aechat Assadi, maire de Mutsamudu, Anjouan.

Il rappelle ensuite la fonction du groupe-pays de Cités Unies France : réunir les collectivités territoriales engagées dans des actions de coopération avec un pays donné, afin d'échanger autour des pratiques, rechercher les complémentarités, travailler plus efficacement. Il ne s'agit donc pas d'un tour de table de bailleurs discutant de priorités et montants de financements.

La coopération décentralisée repose sur une convention de coopération décentralisée, cosignée par une collectivité comorienne et une collectivité française, et qui précise les domaines sur lesquels portera cette coopération.

Ces réunions du groupe-pays n'empêchent nullement la concertation entre chacune des collectivités françaises membres du groupe et les associations comoriennes de leur territoire.

I - Tour de table

- voir en annexe pour l'état des projets en cours -

II - Retour sur la mission en mai 2013

Lors d'une réunion avec le gouvernorat de Ngazidja, ce dernier a présenté une liste de 11 fiches-projets, projets prioritaires, dont celui d'une étude sur la faisabilité d'une décharge.

- La mission a permis de montrer l'articulation existante entre les projets cofinancés et la démarche de coopération décentralisée : de collectivité à collectivité, inscrite dans une convention, etc.).
- Elle a permis de restituer la réalité des collectivités territoriales françaises (ce ne sont pas des bailleurs !) et de la coopération décentralisée (implication d'élus, des services, délais d'instructions, prise de décisions par les élus, rassemblant au sein du groupe-pays de Cités Unies France...).
- Elle a été l'occasion d'échanges avec des interlocuteurs sur les projets en cours et de rechercher de possibles complémentarités. Elle a également permis de dresser des pistes de futurs projets.

III - Sur la décentralisation, l'action de la France et l'appui à la coopération décentralisée

Un document rédigé par l'IGD sur l'avancée de la mise en place des lignes directrices en matière de décentralisation et de services essentiels est distribué. Il fait apparaître qu'une étude a été réalisée sur l'état des lieux de la décentralisation mais que celle sur les services essentiels piétine.

Michel Gardas, délégation à l'action extérieure des collectivités territoriales (DAECT) rappelle qu'un projet en accompagnement des réformes institutionnelles aux Comores (dont l'appui à la décentralisation) est en cours d'instruction sans que l'on puisse préjuger de la décision finale quant à sa validation.

En termes d'appui la coopération décentralisée, la DAECT a cofinancé des actions portées par le Conseil général de la Seine Saint-Denis et la Communauté urbaine de Dunkerque en 2012. Ces deux collectivités saisissent l'occasion pour signaler qu'un courrier conjoint sera envoyé pour demander la possibilité de reporter la réalisation de l'action prévue en accompagnement des services communaux et de formation des secrétaires généraux de mairie en raison du retard pris dans leur mise en place à Ngazidja.

Monsieur Gardas rappelle aux collectivités de mettre à jour leur déclaration au titre de l'aide publique au développement sur l'atlas de la coopération décentralisée.

Il signale enfin que l'enveloppe dédiée aux financements des projets de développement portés par la diaspora comorienne s'élève pour 2011-2014 à 2 millions d'euros ; il s'agit du programme franco-comorien de codéveloppement, développé à l'initiative de l'Ambassade de France (<http://www.codevcomores.org/v3/spip.php?page=accueil>).

IV – Parole à la délégation comorienne

Les maires présentes montrent dans leur discours l'habitude de communiquer d'abord avec les associations de comoriens en France et souhaitent une structuration de celles-ci. En termes de coopération internationale, Mutsamudu a intégré le réseau de l'AIMF – association internationale des maires francophones – et cotise à CGLU Afrique (la branche africaine de l'organisation mondiale des collectivités territoriales Cités et gouvernements locaux Unis).

La coopération décentralisée est évoquée en termes d'attentes de projets.

Le président du groupe-pays rappelle que cette forme de coopération repose sur des axes de travail définis d'un commun accord dans une convention signée par les deux collectivités et a vocation à marquer le début d'une relation de confiance, durable et de réciprocité.

Quant aux élections municipales, la cour constitutionnelle ayant récemment indiqué que le mandat des députés prendrait fin en avril 2014, des élections à la fois législatives, municipales et des conseillers îles pourraient se tenir, dans des délais qui restent encore à être déterminés.

V – Débat autour de l'eau

Le président du groupe-pays introduit la séquence par le souhait d'avoir une meilleure visibilité sur les initiatives en cours dans le domaine de l'eau et de l'assainissement aux Comores, et en particulier sur Ngazidja. Pour cela, pourquoi ne pas mettre en place une Maison de l'eau qui regrouperait l'ensemble des intervenants ? Il évoque ensuite les premiers contacts établis avec le SIAAP, le SEDIF, de l'ONG I&D ici présents, la fondation SADEV (Val-de-Marne) et l'Agence du Bassin Seine-Normandie (excusés aujourd'hui).

L'objectif est d'être en possession d'un état des lieux des acteurs, des infrastructures (vers un schéma directeur de la Grande Comore), d'identifier la chaîne de décision et les interlocuteurs aux Comores et de s'entraider pour le montage et l'exécution de projets.

Le SEDIF se dit très ouvert à un travail en commun et confirme la difficulté d'identifier les interlocuteurs pertinents. Il entretient notamment des contacts avec PACA, l'association des maires de l'Océan indien, le Conseil général de la Réunion.

La région PACA va mener une étude de faisabilité pour un réseau d'adduction d'eau potable sur 3 communes (Domba, Pimba, Itsahidi).

Madame Mataï, directrice de la coopération décentralisée à la Grande Comore insiste sur le fait de voir également ce que font les ONG : Hydroconseil, Aquassitance, Hydraulique sans frontières,... Les études qui ont été menées sont nombreuses. Une stratégie nationale de l'eau vient d'être adoptée.

De manière générale, elle s'interroge sur la manière de structurer les relations entre le gouvernorat et les coopérations décentralisées : faut-il procéder par secteurs ou par convention de coopération ? Elle demande à avoir plus d'information sur le contenu et les projets des coopérations décentralisées.

Quant à la décentralisation, elle rappelle que la première pierre du premier hôtel de ville a été posée la semaine précédente à Itsahidi. (A ce sujet, le conseil général de la Seine Saint Denis fait des observations sur les spécifications techniques des bâtiments afin de permettre leur raccordement à l'énergie solaire et à l'électricité en réseau).

Les secrétaires généraux ont été nommés parmi des fonctionnaires existants (beaucoup viennent de l'éducation nationale) et doivent rester en place même après les municipales. Leur liste semble avoir été transmise à la Communauté urbaine de Dunkerque (NB : l'arrêté de nomination est joint en annexe de ce compte-rendu).

Enfin, elle insiste sur le projet de traitement des ordures ménagères dans la capitale (bac de ramassage, formation sur le compostage, étude de faisabilité pour une décharge). Les collectivités rappellent leur volonté de venir en appui à la résolution de ce problème, à condition que le projet de traitement des déchets porte sur la chaîne entière (du ramassage au traitement) et prenne en compte les études existantes.

Conclusion

Jean-Charles Nègre rappelle que le groupe-pays de Cités Unies France a pour vocation de s'intéresser aux trois îles, d'offrir un appui logistique et un espace d'échanges et qu'il constitue un espace dédié aux collectivités françaises en coopération avec les Comores.

Il propose la mise en place d'une commission eau et assainissement, qui associera l'agence française de développement. Elle se réunira **le 21 novembre, à 14h30, dans les locaux de l'Agence française de développement, salle E05100** (5 rue Roland Barthès, 75012 Paris ; Métro Gare de Lyon sortie 8 place Henri Frenay).

La prochaine plénière du groupe-pays Comores est fixée au **mercredi 4 décembre, de 10h à 13h, à Cités Unies France.**

Compte-rendu établi par Cités Unies France

Annexes :

- liste des participants et des excusés
- tour de table des projets en cours

Document joint :

- l'arrêté de nomination des secrétaires généraux de mairies sur Ngazidja

LISTE DES PARTICIPANTS

Genre	Prénom	Nom	Fonction	Organisme	Courriel
Monsieur	ALI	Mradabi	Responsable du service	DUNKERQUE	mali@ville-dunkerque.fr
Monsieur	CHAMBRIAL	Laurent	Chargé de mission au service des relations internationales	CONSEIL REGIONAL PROVENCE ALPES COTE D'AZUR	lchambrial@regionpaca.fr
Madame	COS	Nathalie	Responsable de la coopération internationale	COMMUNAUTE URBAINE DE DUNKERQUE	nathalie.cos@cud.fr
Monsieur	FERREIRA	Lino	Chef de service de coopération décentralisée	CONSEIL GENERAL DE LA SEINE SAINT DENIS	lferreira@cg93.fr
Madame	FREY	Astrid	Chargée de mission	CITES UNIES FRANCE	a.frey@cites-unies-france.org
Monsieur	GARDAS	Michel	Chargé de mission	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES (DAECT)	michel.gardas@diplomatie.gouv.fr
Monsieur	GIACOMONI	Joakim	Chargé de projet	SIAAP	joakim.giacomoni@siaap.fr
Madame	GUINET	Audrey	Collaboratrice du vice-président	CONSEIL GENERAL DE LA SEINE SAINT DENIS	aguinet@cg93.fr
Monsieur	IBRAHIM	Abdillah	Conseiller municipal	SEVRAN	bdillah@yahoo.fr
Monsieur	JARRIGE	Pascal	Chef de projet	CONSEIL GENERAL DE LA SEINE SAINT DENIS	pjarrige@cg93.fr
Monsieur	MALEME	Dario	Chargé d'études	CONSEIL GENERAL DE LA SEINE SAINT DENIS	dmaleme@cg93.fr
Monsieur	MERCIER	Raoul	Conseiller municipal délégué	AULNAY SOUS BOIS	rmercier@aulnay-sous-bois.com

Monsieur	MOREAU	Nicolas	Responsable du département	INITIATIVE ET DEVELOPPEMENT	n.moreau@id-ong.org
Monsieur	NEGRE	Jean Charles	Vice-président et président du groupe-pays	CONSEIL GENERAL DE LA SEINE SAINT DENIS	
Monsieur	SANDID	Djamel	Responsable des relations internationales	NANTERRE	djamel.sandid@mairie-nanterre.fr
Monsieur	VEZINA	Marc	Responsable de projets	SYNDICAT DES EAUX D'ILE DE FRANCE (SEDIF)	m.vezina@sedif.com
Madame	Echat Assadi	Sitti	Maire	Mutsamudu (Anjouan)	sittyaechat@yahoo.fr
Madame	Oumouri	Hadjra	Maire et secrétaire générale de l'association des communes de la Grande Comore	Foumbouni sud (Grande Comore)	houmouri@yahoo.fr
Madame	Mikidaddi	Andhoimati	Maire	Fomboni (Moheli)	andhoimatimikidaddi@yahoo.fr
Madame	ABDOULAFOUROU	Matain	Directrice de la coopération décentralisée	Gouvernorat de Ngazidja	abdoulafourou@yahoo.fr
Monsieur	ABDALLAH	Mahamoud	Commissaire à l'environnement et à l'Energie	Gouvernorat de Ngazidja	Mahamoudabdallah63@yahoo.fr
Monsieur	YOUNOUSSA	Mohamed	Directeur de la radio insulaire	Gouvernorat de Ngazidja	Younoussa.boina@gmail.com

Liste des excusés :

Jamila Ayoun, responsable relations internationales, et Anne-Laure Perez, cabinet du maire à La Courneuve ; Anne Belbeoch, responsable relations internationales à l'Agence de l'eau Seine Normandie ; Louise Burloff, réducatrice Comores au quai d'Orsay ; Christian Chauve, collaborateur du maire à Champigny-sur-Marne ; Laure Ferret, directrice des relations internationales au Conseil général de l'Essonne ; Eliette Fontaine, conseillère municipale déléguée à Sarcelles ; Antoine Huart, délégué général de la fondation SADEV ; Bruno Lorion et Christophe Rocheland, chargés de mission aux relations internationales et auprès de Roland Robert, vice-président au conseil général de la Réunion ; Roland Robert, maire de la Possession ; Marie Philiponeau, responsable relations internationales au Kremlin Bicêtre ; Claudine Sarthoulet, cabinet du président du conseil général de la Sarthe ; Christian Vernay, responsable relations internationales du SIAAP.

Tour de table des projets

Région PACA – gouvernorat de Ngazidja

1/ accès à l'eau – mise en place de plusieurs comités de l'eau ; opérateur : association deux mains ; en 2014 : étude de faisabilité sur un réseau d'AEP sur 3 communes (Domba, Pimba, Itsahidi) couvrant 42.000 hbs et mise en place d'un système de gestion.

2/ création de deux Maisons familiales rurales, en lien avec la fédération interdépartementale des MFR de ...

3/ Santé : (ré)installation de salles de radiologie en vue de la mise en place de la possibilité de télé-médecine

Par ailleurs, au sein d'ORU-FPGAR (organisation mondiale des régions), le choix de 10 territoires pilotes sera fait lors d'une réunion la semaine du 1^{er} octobre, pour mettre en place des « systèmes alimentaires territoriaux ». La Grande Comore pourrait être l'un de ces territoires.

Nanterre

Le maire de Nanterre a effectué une mission à Ngazidja à l'invitation des associations comoriennes du territoire en octobre 2012 ; il y a notamment rencontré le maire de Moroni. Des pistes de travail ont été identifiées – formation des fonctionnaires, traitement des déchets – mais aucune n'a encore été concrétisée.

Il souligne la chance d'avoir une ambassade aussi active, capable de « décoder le système institutionnel » pour les collectivités.

Le groupe-pays devrait aussi pourvoir aborder la réciprocité dans les échanges.

Il est évident qu'il ne sera décidé d'aucune nouvelle coopération avant les élections municipales.

Aulnay sous-Bois – rapprochement avec Fomboni (Mohéli)

Aulnay est déjà en coopération avec Rufisque (Sénégal), la Palestine, l'Algérie et le Maroc. Des axes de coopérations ont été définis avec Fomboni ; ils portent sur :

1/ la construction de la mairie

2/ l'assainissement et la voirie

3/ le développement économique et touristique – sur cet axe, une mission avec des techniciens de la municipalité est prévue en mai 2014.

Sevran

La ville de Sevran s'est engagée depuis 2009 à la demande des associations comoriennes dans des actions en soutien à la jeunesse (sport) ou encore en dotation en matériel informatique.

Aucun accord formel n'a été signé, le choix étant de pouvoir intervenir sur l'ensemble du territoire des Comores et d'agir « à la demande », en restant à l'écoute de la diaspora.

Sevran souhaite cependant inscrire ses actions dans le cadre plus large du partenariat entre le Conseil général de la Seine Saint-Denis et Ngazidja.

Dunkerque, Communauté urbaine de Dunkerque – Gouvernorat de Ngazidja

La communauté urbaine a souhaité récemment s'engager formellement aux Comores, aux côtés de la ville qui accompagne les associations de Comoriens depuis 1994.

La ville finance des projets de

1/ **formation** (ex : accueil d'un médecin pour une formation en gastro-entérologie) ou encore la

2/ **construction d'infrastructures de base.**

Une première convention de coopération décentralisée entre la ville, la communauté urbaine et le gouvernorat de Ngazidja a été signée en mai 2013. Elle couvre la période 2013-2016 et porte sur :

1/ **la formation des secrétaires généraux de mairie**

2/ **le traitement des déchets et des eaux usés.**

La communauté urbaine entretient par ailleurs des accords de coopération avec le Brésil, des pays du bassin méditerranée et de l'Union européenne.

Conseil général de la Seine Saint-Denis - Ngazidja (convention tripartite avec le gouvernorat et l'association des maires)

Le conseil général a signé cet accord tripartite en novembre 2011. Trois projets ont été soutenus par le ministère des Affaires étrangères :

1/ eau & assainissement : assainissement de l'hôpital de Mitsamiouli ; une étude est en cours avec Hydroconseil pour déterminer un site de traitement des eaux usés.

2/ santé maternelle et infantile : formation de sages-femmes

3/ électrification : électrification et informatisation de l'hôtel de ville de Ntsoudjini, installation de panneaux solaires, formations à la maintenance. Ce projet pilote a ensuite vocation à être répliqué pour les 27 autres communes de Ngazidja ; le conseil général s'efforcera de rechercher des financements en ce sens.

De plus, suite aux inondations en avril 2012, le conseil général a effectué une **aide d'urgence** via la Plateforme d'intervention régionale Océan indien croix (PIROI) et a commandité une **étude, en cours, sur la prévention des risques liés aux inondations** à Ngazidja, en lien avec l'université de la Réunion.

Concernant la **francophonie, des contacts ont été noués avec l'agence universitaire francophone**, afin de voir comment, avec les deux universités présentes en Seine Saint-Denis (Paris 8 et Paris 13) aider à la structuration de cursus universitaires au-delà de la licence. Paris 8 intervient déjà en ce sens en Mozambique.

ONG Initiative et Développement

1/ santé : travail sur Anjouan sur la santé Maternelle et infantile

2/ énergies renouvelables : travail sur Anjouan : amélioration des foyers de distillation (lutte contre la déforestation)

3/ eau : I&D a travaillé sur Anjouan et Mohéli à l'accès à l'eau, puis à la mise en place et à la structuration des comités de gestion de l'eau : une fédération des comités d'eau par île a été créée. Ces comités jouent la fonction de maître d'ouvrage délégué, mais le problème demeure celui du coût de fonctionnement qui n'est pas couvert par le prix de la vente de l'eau.

SEDIF - Syndicat des eaux d'Ile de France

En 2005, le SEDIF accorde un premier financement à I&D pour la réhabilitation de 2 systèmes d'AEP ; l'un par l'union des comités d'eau de Mohéli et l'autre par l'union des comités d'eau d'Anjouan. Sur Ngazidja, où le problème principal consiste en la rareté de la ressource en 2009, le SEDIF a cofinancé avec l'Union européenne la réalisation d'une adduction d'eau inter-villageoise. Le projet était porté par Hydraulique sans frontières et adossé à la coopération entre les communes de La Courneuve et Koimbani. Le forage souffre aujourd'hui de la salinisation et le respect d'un protocole de pompage est donc impératif. De plus, la gestion institutionnelle de l'ouvrage n'avait pas fait l'objet de discussions préalables – près d'1 millions d'euros se trouvent ainsi engloutis. Les infrastructures sont donc bien là, mais la gestion n'est pas encore réglée ni le problème de la salinisation du forage.

Le SIAAP- syndicat interdépartemental pour l'assainissement de l'agglomération parisienne

Son représentant reste « à l'écoute ».

Cet échange d'information constituera une bonne base de travail pour le groupe-pays et ses orientations.

Plusieurs participants souhaitent que le groupe-pays soit un espace d'échange, y compris des difficultés diverses rencontrées dans la construction et la mise en œuvre des projets (institutionnels, administratifs, poids de l'histoire, ...). Ils souhaitent qu'il soit uniquement ouvert aux collectivités. Le groupe-pays doit aussi pouvoir valoriser l'implication des collectivités territoriales françaises aux Comores pour permettre d'agir « plus intelligemment ».

Excusées : Sarcelles, la Courneuve, le Conseil général de la Réunion, le Conseil général de la Sarthe, le Kremlin Bicêtre, Champigny-sur-Marne.

Les informations suivantes nous sont néanmoins parvenues :

La Courneuve – Koimbani (accord renouvelé en novembre 2012)

Les actions menées sont les suivantes :

1/ eau :

- Koimbani: projet d'autonomie en eau et électricité de l'hôpital de Koimbani (projet achevé ; montant du projet : 15000 euros).

- avec la région de Oichili: accès à l'eau potable pour 6 villages par la mise en place d'un forage ; cela a entraîné la mise en place d'une fontaine dans chaque village. Projet de 1 250 000 euros, financé à hauteur de 1M par l'Union européenne, 200 000 euros par le SEDIF et 50 000 euros par l'ACKE (Association de la Communauté Koimbaniene d'Europe), domiciliée à La Courneuve.

- avec la ville de Maweni : projet d'adduction d'eau qui s'élève à 16000 euros financé par la ville de La Courneuve. projet en cours.

a venir: projet de culture agricole par les femmes qui entraîne un développement de la culture locale. La vente de surplus permettrait un revenu aux femmes qui cultivent.

2/ santé :

Accueil de 3 stagiaires d'Ivembeni dans les familles à La Courneuve sur les sujets suivants : traitement des ordures ménagères, sage-femme, et administration santé. Ce projet est en cours.

A venir : la mise en place d'un projet de culture agricole à Maweni par les femmes qui entraîne un développement de la culture locale. La vente de surplus permettrait un revenu aux femmes qui cultivent.

Conseil général de la Réunion

Le Conseil général souhaite formaliser un accord avec l'Union des Comores autour des axes de travail suivants : **agriculture, éducation et santé, résidences de savoirs faire**.

1/ agriculture : deux projets sont identifiés, l'un sur N'Gazidja porté par l'association ARMEFLHOR (Association réunionnaise pour la modernisation de l'économie fruitière légumière et horticole) en lien avec l'INRAPE (Institut national de recherche pour l'agriculture, la pêche et l'environnement) aux Comores ainsi qu'avec le gouvernorat et l'autre, avec le CIRAD et l'ONG Dahari sur Anjouan ;

2/ éducation : affectation de deux ressources humaines d'une part à l'alliance française d'Anjouan et d'autre part (en projet) comme coordonnateur d'un réseau de bibliothèques ;

3/ santé : une action est envisagée plus particulièrement en appui à la protection maternelle et infantile, les actions en sont au stade de l'identification ; outre les services du département et les partenaires comoriens, l'agence régionale de la santé et le CHU seront associés.

4/ jeunesse : quatre chantiers d'insertion pour la rénovation d'équipements collectifs publics (dispensaire, école, orphelinat) auront lieu, sur les trois îles.